

Par respect de démocratie, majorité et opposition disposent d'un emplacement de taille identique pour leur libre expression. Ces propos sont sous la stricte responsabilité de leurs auteurs.

MAJORITÉ (46 élus)

« 100 % Asnières »

Vote du budget 2026 : la gauche asniéroise s'enferme dans l'idéologie, loin des réalités.

Lors du dernier conseil municipal, le vote du budget 2026 a mis en lumière une rupture flagrante entre les élus d'opposition de gauche et la réalité quotidienne des Asniérois. En choisissant de voter massivement contre ce budget, la gauche locale s'est une nouvelle fois montrée égale à elle-même : prisonnière de postures dogmatiques et totalement déconnectée des attentes concrètes des habitants, y compris de ses propres électeurs.

Pourtant, ce budget 2026 porte l'ensemble des projets structurants et des investissements de proximité attendus dans tous les quartiers de la ville. De plus, cette ambition se réalise sans la moindre hausse des impôts locaux, préservant ainsi directement le pouvoir d'achat des familles dans un contexte économique pourtant complexe. En s'opposant à ces orientations, les élus de gauche votent concrètement contre la transition écologique locale, en refusant les budgets dédiés aux plantations massives d'arbres et à la création de nouveaux espaces verts. Ils tournent le dos aux familles en rejetant les crédits indispensables pour les travaux de rénovation et de modernisation de nos écoles. Plus grave encore, en rejetant le volet sécurité et l'action sociale, ils se privent du soutien à la tranquillité publique et à l'accompagnement des plus vulnérables, des piliers qui font pourtant l'unanimité auprès des Asniérois, au-delà des clivages politiques.

Cette politique du pire et du refus systématique interroge. Même les électeurs qui ont pu accorder leur confiance à la gauche ne se reconnaissent plus dans cette opposition stérile, qui préfère la contestation idéologique à l'amélioration du cadre de vie. En refusant de soutenir des projets de bon sens qui bénéficient à tous, ces élus s'isolent et font passer leurs calculs politiques avant l'intérêt général d'Asnières. Leur large défaite aux élections municipales ne leur a pas servi de leçon.

OPPOSITION

« Asnières en commun » (5 élus)

Le budget 2026 adopté par la majorité municipale est malheureusement un budget de rigueur. Avec plusieurs grands oubliés, dont l'écologie, l'école et la jeunesse. C'est pourquoi nous avons voté contre.

Nous avons néanmoins comme toujours soutenu les associations en votant leurs subventions. À ce titre, nous avons regretté la drastique baisse imposée à la Mission locale (qui favorise l'insertion professionnelle des 16-25 ans) : de 197 000 € en 2022, la subvention a été réduite à 80 000 € en 2026. Diminuer ses moyens conduira forcément à diminuer son action, aux dépens des jeunes concernés, notamment des quartiers populaires, plus touchés par le chômage.

Nous avons également regretté que certaines subventions comme celle du Planning familial ne soient pas à la hauteur des besoins, ce qui limitera également leur action, pourtant essentielle.

Dans le même temps, après avoir appris en avril que plusieurs fermetures de classes étaient prévues, nous venons de découvrir que la municipalité projetait de fermer l'école publique des Mourinoux et vendre le terrain à un promoteur immobilier, pour y construire des logements et un espace de jeux payant. Ce projet, jamais cité avant l'élection, va à nouveau entraîner la privatisation d'un espace public, dans un quartier qui en a tant besoin !

Thomas Bury, Françoise Claireaux, Dimitri Delpech, Laura Gréaume, Romain Jehanin (président de groupe)
elus.asnieresencommun@brmail.fr

« Asnières Insoumise » (2 élus)

Le logement est un droit !

Asnières est sous le seuil des 25 % de logements sociaux prévus par la loi SRU avec 21 %. Elle se place en bas du classement du 92, à la 26^e position. La FI et son candidat à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon défendent l'encadrement des loyers et leur baisse dans les grandes villes, un quota SRU à 30 % avec des sanctions sévères pour les communes ne respectant pas la loi et la rénovation de tous les logements sociaux insalubres où beaucoup de nos concitoyens sont obligés de vivre.

Nous contacter : asnieres.fi@gmail.com